

# Résolution de la Conférence de Berlin<sup>1</sup>

Conférence des trois Internationales (2 – 6 avril 1922)

## Le texte de la résolution votée

La Conférence des trois Exécutifs de Londres, de Moscou et de Vienne est unanime à constater que, si désirable que soit l'unification de l'organisation de classe de prolétariat, il ne saurait être question, dans le moment actuel, que de délibérations en commun, en vue d'actions communes, pour des buts concrets, de toutes les tendances représentées à la conférence.

Elle propose en conséquence que les Exécutifs donnent leur assentiment à la constitution d'un Comité organisateur de neuf membres, ayant pour mandat d'organiser la préparation de nouvelles conférences des trois Exécutifs ainsi que des conférences élargies où seront invités des partis n'appartenant à aucune des trois organisations internationales. Chaque Exécutif reste libre de désigner à sa volonté les personnes chargées de le représenter pour les trois mandats à lui attribués. Dans ce Comité organisateur, aucune décision ne peut être prise à la majorité : il a mission d'exprimer les points de vue communs des trois Exécutifs dans la mesure où ils se présentent au moment donné.

## Pour l'Unité syndicale

La conférence estime utile que le Comité d'organisation à créer entreprenne la tentative d'amener des pourparlers sans engagement entre les représentants de la Fédération internationale des Syndicats (d'Amsterdam) et ceux de l'Internationale syndicale rouge, afin d'examiner par quels moyens peuvent être assurés le rétablissement et le maintien de l'unité de front syndicale tant nationalement qu'internationalement.

## Les socialistes révolutionnaires et la Géorgie

Elle prend acte de la déclaration faite, par les représentants de l'Internationale communiste que les 47 social-révolutionnaires pourront, dans le procès qui leur est fait, avoir tous les défenseurs qu'ils désireront ; que, dans ce procès, comme la presse soviétique l'a constaté dans la conférence, la menace de condamnations à mort est exclue et que, les débats en étant publics, il s'ensuit que des représentants des trois Exécutifs pourront y assister comme auditeurs et qu'ils seront à même de communiquer, pour information à leurs partis adhérents, des comptes rendus sténographiques.

La conférence constate que chacun des trois Exécutifs se déclare prêt à recevoir et à soumettre à un examen les documents envisagés par les diverses tendances sur la question de la Géorgie. Elle charge le Comité organisateur de réunir les conclusions finales de cet examen et d'en faire rapport à une conférence ultérieure des trois Exécutifs.

## La Conférence Générale

La conférence constate que les représentants de la II<sup>e</sup> Internationale ont fait la déclaration qu'ils ne considèrent pas comme possible l'organisation d'une conférence générale dans le courant du mois d'avril, par conséquent pendant la tenue de la conférence de Gènes.

La conférence est d'ailleurs unanime en principe sur la nécessité de la convocation la plus rapide possible d'une conférence générale. Les Exécutifs ont mission d'informer leurs partis adhérents des progrès qu'a faits l'idée de la conférence générale dans les délibérations de Berlin et donneront pleins pouvoirs à leurs représentants au Comité organisateur pour mener à un résultat définitif les délibérations sur la convocation d'une conférence générale.

## Pour une action internationale des masses

L'organisation de la conférence générale au cours de ces mois étant impossible à cause des faits indiqués plus haut, la présente conférence déclare que c'est un devoir indispensable en face de l'offensive du capitalisme impérialiste international, de manifester immédiatement dans une action internationale de masses, la volonté unie du prolétariat international conscient. La conférence invite, en conséquence, les travailleurs de tous les pays à organiser vendant la conférence de Gènes, le 20 avril, et, dans le cas d'impossibilités matérielles, le 1<sup>er</sup> mai, de puissantes démonstrations de masses avec le maximum d'unité possible lesquelles manifesteront :

POUR LA JOURNÉE DE HUIT HEURES ;

POUR COMBATTRE LE CHOMAGE INFINIMENT ACCRU PAR LA POLITIQUE DES RÉPARATIONS DES PUISSANCES CAPITALISTES ;

POUR L'UNITÉ D'ACTION DU PROLETARIAT CONTRE L'OFFENSIVE CAPITALISTE ;

<sup>1</sup> Source : *Le bulletin communiste*, numéro 18 (troisième année), 29 avril 1922.

POUR LA REVOLUTION RUSSE, POUR LA RUSSIE AFFAMÉE, POUR LA REPRISE DES RELATIONS POLITIQUES ET ECONOMIQUES DE TOUS LES ETATS AVEC LA RUSSIE DES SOVIETS.

POUR LA RECONSTITUTION DU FRONT UNIQUE DU PROLETARIAT DANS CHAQUE PAYS ET DANS L'INTERNATIONALE.

[Clara Zetkin](#), [Karl Radek](#), [L.-O. Frossard](#).

[Otto Wels](#), [E. Vandervelde](#), [J. Ramsay Macdonald](#).

[Frederic Adler](#), [Bracke](#), [Crispien](#).

## Les réserves de la 3<sup>e</sup> Internationale

La délégation de l'exécutif de l'Internationale communiste ne s'est décidée à approuver la déclaration commune qui a été proposée par l'Association internationale de Vienne qu'après de grandes hésitations.

Ces hésitations ont été causées en première ligne par l'attitude de la Deuxième Internationale, qui s'est refusée, sous forme d'ultimatum, à prendre comme mot d'ordre pour les manifestations ouvrières la suppression du traité de Versailles, c'est-à-dire par le fait qu'une grande organisation ouvrière internationale se montre beaucoup plus réactionnaire que les libéraux clairvoyants de l'Europe occidentale.

Cela ne permet pas de croire que la Deuxième Internationale est sérieusement décidée à lutter contre le danger d'un nouveau traité de Versailles à Gênes, ou qu'elle est disposée à lutter par tous les moyens contre l'offensive du capital.

La délégation de l'exécutif de l'Internationale communiste s'est néanmoins décidée à voter pour la résolution commune, quoique la résistance de la Deuxième Internationale ait fait échouer l'essai de convoquer auprès de la conférence de Gênes une conférence ouvrière.

La délégation de l'exécutif de l'Internationale communiste a, malgré toutes ses grandes hésitations, approuvé la résolution parce qu'elle ne veut pas être une entrave au progrès dans le sens du front unique, mais le favoriser.

C'est pour cette raison qu'elle a renoncé à demander à cette conférence préparatoire qu'on examine l'assassinat de [Rosa Luxemburg](#), de [Liebknecht](#), de [Jogiches](#), de [Leviné](#), et tous les phénomènes qui ont accompagné la guerre civile en Allemagne.

Elle a renoncé pour la même raison à mettre en lumière à cette conférence le rôle des partis social-démocrates lors de la persécution des communistes en Lettonie, Pologne, Yougoslavie et Hongrie. Mais elle se réserve de demander à la Commission des neuf la nomination d'une commission d'enquête sur ces cas et sur des cas semblables. Pour la même raison elle a renoncé à demander lors de cette conférence préparatoire à la social-démocratie allemande la libération des prolétaires emprisonnés en Allemagne.

Pour la même raison elle a aussi renoncé à demander à cette conférence préparatoire qu'on examine l'attitude du Labour Party vis-à-vis de l'Irlande et des colonies anglaises.

Elle se réserve de poser toutes ces questions lors des travaux ultérieurs, car elle est convaincue que sans rupture de la politique de coalition avec la bourgeoisie que constituent en Occident tous les faits inouïs que nous venons de rappeler, un front unique réel du prolétariat reste impossible.

La délégation de l'exécutif de l'Internationale communiste s'est décidée à voter la déclaration commune et les faillies commencements d'un front unique qu'elle contient, dans la ferme conviction que la pression des événements obligera les masses prolétariennes à entreprendre la lutte et qu'elle leur apprendra à forcer les chefs réformistes à changer leur politique s'ils ne veulent pas être éliminés par le prolétariat.